



LA SANTÉ COMMUNAUTAIRE, AU CŒUR DES ACTIONS DE L'INITIATIVE 5%



« Le Fonds mondial ne peut pas mettre fin aux épidémies en vase clos; nous ne réussirons que si nous appuyons des partenariats avec des leaders communautaires des organisations des domaines du genre et des droits humains ainsi que des organisations et réseaux des populations clés. »

Mark Dybul, ancien Directeur exécutif du Fonds mondial



L'initiative **2 millions d'agents de santé communautaires en Afrique** vise à « tirer

pleinement profit du dividende démographique, mettre fin à l'épidémie de sida et assurer durablement la santé pour tous en Afrique. » Selon cette initiative, basée sur une analyse approfondie des ressources humaines de santé en Afrique, les arguments en faveur d'investissements dans un personnel de santé communautaire exigeant sont évidents et incontestables¹.

¹. « 2 millions d'agents de santé communautaires en Afrique. Tirer pleinement profit du dividende démographique, mettre fin à l'épidémie de sida et assurer durablement la santé pour tous en Afrique. »

L'amélioration des systèmes de santé ne peut être effective sans le renforcement des systèmes communautaires. Ces systèmes ont en effet des capacités et une responsabilité spécifiques et adaptées lorsqu'il s'agit d'identifier, de comprendre et de satisfaire les besoins des personnes marginalisées et vulnérables au sein de la société et qui, de ce fait, sont désavantagées lorsqu'elles veulent accéder aux services de santé et à d'autres services de base.

Le concept de santé communautaire constitue une approche/méthode au sein des démarches de promotion de la santé. Parler de santé communautaire c'est souligner aussi l'implication des acteurs.trices de première ligne (les communautés et les agents impliqués dans la santé au niveau local) pour construire des solutions durables et réfléchir sur leurs propres problèmes de santé. C'est dans cette optique que l'instauration des soins de santé primaires a été érigée comme un objectif de la conférence d'Alma Atta et ces derniers « visent à résoudre les principaux problèmes de santé de la communauté, en assurant les services de promotion, de prévention, de soins et de réadaptation nécessaires à cet effet. ».

Pour atteindre les trois 90 (ONUSIDA), l'éradication du paludisme et réduire l'impact significatif du VIH/sida et la tuberculose sur la mortalité maternelle et infantile (cibles 3.1 et 3.2) nous avons besoin de ressources humaines de santé complémentaires et qualifiées alors que la faiblesse des systèmes de santé et des ressources humaines freinent l'atteinte de ces objectifs.

L'APPUI DE L'INITIATIVE 5% AUX STRUCTURES COMMUNAUTAIRES (ONG NATIONALES ET INTERNATIONALES)

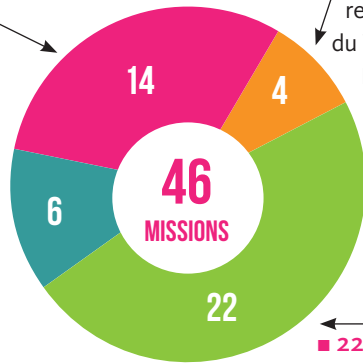
46 missions d'appui direct à des ONG locales et internationales ont été réalisées dans **16 pays**, pour un budget engagé de 2,6 millions d'euros.

16 pays concernés : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Ghana, Côte d'Ivoire, Laos, Madagascar, Mali, Maroc, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Thaïlande, Togo, Tunisie.

Parmi ces missions :

■ **14 missions concernent la gouvernance :** conseil, recommandations et diagnostics, appui à l'élaboration de documents et de plans.

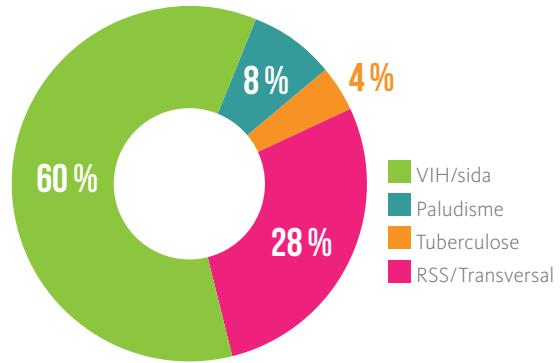
■ **6 missions concernent l'accès aux financements :** appui à la révision du cadre stratégique de l'OCAL, appui à l'ANCS pour l'élaboration de la note conceptuelle régionale UDI en Afrique de l'Ouest, accompagnement aux acteurs communautaires camerounais (CAMNAFAW) pour renforcer l'impact des subventions du Fonds mondial en direction des populations clés et des PVVIH dans le cadre du développement de la requête de financement TB-VIH au Cameroun, appui à la rédaction du plan stratégique 2016-2020 et à la mobilisation de ressources du Réseau MADAIS, etc.



■ **4 missions concernent les soins :** réalisation d'un diagnostic sur la réduction des risques et la vulnérabilité au VIH/sida des personnes utilisant des drogues au Mali, renforcement de l'accès au dépistage volontaire du VIH des populations clés et vulnérables au Burkina Faso, appui à l'élaboration de modules de formation sur la prise en charge intégrée des UDI au Sénégal, appui à l'élaboration de la stratégie de renforcement de l'utilisation des services de consultation prénatale par les femmes au cours de leurs grossesses et de son plan de suivi-évaluation au Cameroun.

■ **22 missions d'appui en capacités de gestion :** gestion financière, gestion programmatique et suivi stratégique.

RÉPARTITION DES MISSIONS PAR COMPOSANTE



56 % DES MISSIONS (28) auprès de la société civile ont été menées auprès d'acteurs communautaires déjà bénéficiaires de subventions du Fonds mondial : L'Initiative 5% a mis en œuvre 28 missions d'assistance technique auprès de structures déjà récipiendaires du Fonds mondial (SR et PR) afin de réaliser des diagnostics organisationnels, renforcer leurs capacités en termes de management et de ressources humaines, ou encore de suivi-évaluation : Réseau MADAIDS à Madagascar, Caritas Côte d'Ivoire, etc.

10 MISSIONS ont été conduites auprès de structures de la société civile dont le but était de se positionner en tant que sous-bénéficiaire des subventions du Fonds mondial : le REGPIV au Burkina Faso, la CAMFAIDS au Cameroun, le Réseau des Organisations pour la lutte contre le paludisme en Côte d'Ivoire (ROLPCI) ou encore l'association Alternatives Cameroun.

ACCÈS AUX FINANCEMENTS

En novembre 2015, l'Alliance Nationale Contre le Sida (ANCS) Sénégal, en partenariat avec Réseau Contact (Suisse) a sollicité l'Initiative 5% pour un appui à l'élaboration d'une note conceptuelle régionale sur la réduction des risques (RdR) de transmission du VIH et de la tuberculose chez les consommateurs de drogues injectables dans 5 pays d'Afrique de l'Ouest : Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Sénégal. L'objectif du programme, inédit en Afrique de l'Ouest, est de collecter et/ou de mettre à jour les données épidémiologiques au sein des consommateurs de drogues dans le but d'améliorer leur accès aux services de réduction des risques VIH/TB/Hépatite. Cette subvention s'articule autour de 4 axes :

- Rendre disponible l'information stratégique pour guider les interventions de réduction des risques ciblant les usagers de drogues ;
- Renforcer la capacité de réductions des risques des acteurs communautaires pour améliorer les services de santé ;
- Améliorer l'environnement social et juridique pour faciliter la mise en œuvre des activités de réduction de risques ;
- Mener des projets innovants et documenter les meilleures pratiques.

L'Initiative 5% a mobilisé 3 experts techniques pour apporter un appui à l'élaboration de cette note. La note conceptuelle régionale a été validée en mai 2016, pour une enveloppe de près de 6 millions d'euros. L'Initiative 5% a prolongé son appui par l'élaboration des documents de subventions grâce à une nouvelle mission d'assistance technique de juin à septembre 2016.



RENFORCEMENT ORGANISATIONNEL ET PROGRAMMATIQUE

L'association Alternatives Cameroun a été créée en 2006 dans un contexte de très forte discrimination envers les minorités sexuelles, dans le but de faire valoir les droits des populations clés dans le pays. L'organisation a sollicité l'Initiative 5% afin de renforcer sa structure organisationnelle et, à terme, remplir les critères exigés pour être un sous-récepteur des subventions du Fonds mondial. Deux experts du cabinet ICI Santé ont été mobilisés en mars 2016 afin d'accompagner l'association dans la réflexion autour

d'un nouveau plan stratégique pour les trois prochaines années et dans la réalisation d'un manuel de procédures administratives et financières. Cette mission a favorisé une véritable prise de conscience au sein d'Alternatives Cameroun sur l'importance de disposer d'un cadre stratégique pour les interventions et le développement de la l'association. Le travail avec les experts a permis de pointer les obligations de la structure en termes de transparence et de gestion administrative et financière, mais aussi l'importance d'un système

de gestion efficace et stable en la matière. Une définition claire et consensuelle des axes stratégiques de développement de l'organisation a pu être obtenue pour les trois prochaines années, partagée par les principaux acteurs de l'organisation. Enfin, un draft du manuel de procédures administratives et financières de la structure a pu être proposé, devant encore être finalisé, mais qui contient l'essentiel des éléments clés d'un système de gestion efficace pour une organisation de ce type.

ACCOMPAGNER LES INSTITUTIONS POUR LA RECONNAISSANCE DES ACTEURS COMMUNAUTAIRES

L'Initiative 5% accompagne les autorités sanitaires nationales pour une meilleure prise en compte des acteurs dans la lutte contre les pandémies.

6 MISSIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE ont été mises en œuvre dans 5 pays auprès de structures publiques (Direction de la Santé Communautaire, Programmes Nationaux de Lutte contre la Tuberculose, Directions générales de la Santé) et ont porté sur la définition des activités, le financement et la reconnaissance du statut des acteurs communautaires.

Au Mali, au Niger et au Burkina Faso, l'Initiative 5% a appuyé le processus d'élaboration des documents portant sur les straté-

gies de santé communautaire dans la lutte contre la tuberculose et le Renforcement des Systèmes de Santé. En Côte d'Ivoire, l'Initiative 5% accompagné en 2017 la Direction de la Santé Communautaire dans le processus de rédaction d'une stratégie de santé communautaire en proposant un document sur le statut des Agents de Santé Communautaires et leur motivation.

SOUTENIR L'ORGANISATION D'UN ATELIER SUR LA SANTÉ COMMUNAUTAIRE AU SÉNÉGAL

Dans l'optique d'alimenter la réflexion autour des meilleures pratiques, des opportunités, des défis, des enjeux relatifs à l'intégration de la santé communautaire dans le système national, la Direction Générale de la Santé du Sénégal a organisé en mars 2018 un forum regroupant une vingtaine de pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Ce forum s'est déroulé du 14 au 16 mars 2018 avec pour objectifs de :

- Faire le bilan des progrès réalisés et des limites de la stratégie nationale de santé communautaire ;
- Partager les innovations et les interventions réussies et/ou spécifiques en santé communautaire dans des domaines prioritaires ;
- Définir les enjeux, défis et opportunités relatif à l'intégration de la santé communautaire dans le système sanitaire sénégalais ;
- Discuter des modalités de financement de la santé communautaire dans le cadre du RSS ;
- Partager le processus d'institutionnalisation de la santé communautaire dans les différents pays pour trouver une approche pertinente pour le Sénégal ;
- Nourrir le référentiel communautaire national.



Les panelistes du forum sur la santé communautaire de mars 2018, à Dakar.

L'Initiative 5% a mobilisé deux experts afin d'accompagner la Cellule de Santé Communautaire, et plus spécifiquement les commissions scientifique et d'organisation, dans l'élaboration des documents supports et dans la co-animation et la facilitation de cet événement inédit.

Au cours de l'atelier, un livre d'abstracts présentant les expériences les plus encourageantes a été largement diffusé. À l'issue

du forum, les participants ont souligné l'importance d'institutionnaliser les plans nationaux stratégiques pour en faire des outils essentiels de réflexion et de mise en œuvre de la santé communautaire dans un pays, et la nécessité de capitaliser sur les savoirs des acteurs communautaires et les interventions innovantes dans le but d'assurer la pérennité des financements pour une meilleure intégration de la santé communautaire dans le système sanitaire sénégalais.



APPUI AU RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE EN CÔTE D'IVOIRE

Le ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique de Côte d'Ivoire a entrepris une série de réformes visant à harmoniser les approches communautaires en vue d'offrir un paquet d'activités intégrées, condition indispensable pour un impact réel des interventions dans le pays. En effet, il existe une multiplicité d'acteurs intervenant au niveau communautaire, et les motivations de ces agents varient du bénévolat aux primes ou incitations, de montants variables. En outre, les Agents de santé communautaire (ASC) ne bénéficiaient pas jusqu'alors d'un statut permettant d'aborder la question de leur rémunération dans le cadre réglementaire et législatif. Afin de répondre à ce problème, deux experts mobilisés par l'Initiative 5% ont appuyé la Direction de Santé Communautaire (DSC) dans l'élaboration d'un document sur le statut des ASC et d'un document de concertation sur la mise en place d'une approche de motivation de ces derniers. Ces deux documents constituant les annexes à la Stratégie de Santé Communautaire de la Côte d'Ivoire. Plusieurs acteurs ont été associés à l'élaboration des premières versions de ces documents (ONG internationales, ambassade de France, ministère de la Santé, partenaires multilatéraux comme l'UNICEF et l'UNFPA) et des visites terrains ont été effectuées auprès des Agents de santé communautaire dans le pays. Le but de ces démarches était d'acquérir une vision suffisamment large du statut et de la motivation des ASC en Côte d'Ivoire. Afin d'enrichir ces deux documents et la stratégie de santé communautaire, la DSC a organisé avec l'appui de l'Initiative 5% un atelier régional de partage d'expériences à Yamoussoukro



L'Initiative 5% a accompagné la Côte d'Ivoire dans le processus de reconnaissance et d'harmonisation du statut des Agents de Santé Communautaire.

du 30 mai au 2 juin 2017. Cet atelier a permis de partager des expériences du Rwanda, du Ghana et du Burkina Faso sur la question des ASC. Une réunion de restitution s'est tenue à Abidjan en novembre 2017, au cours de laquelle le Directeur général de la Santé a donné les orientations adoptées par la Côte d'Ivoire, en se fondant sur les recommandations formulées à l'atelier de Yamoussoukro. Ainsi, la Côte d'Ivoire a défini l'Agent de Santé Communautaire comme un prestataire de soins au niveau communautaire. Il s'agit d'un homme ou d'une femme volontaire, sélectionné.e dans et par sa communauté, selon des critères précis, ayant reçu une formation de base pour offrir un paquet intégré de services préventifs, promotionnels, curatifs de base et de soutien sous la supervision du personnel de santé. Le choix des ASC tiendra compte de la parité et de la stratégie de la pair-éducation en sus des critères d'appartenance, de capacités et de convenance communautaires. Deux types d'ASC formeront l'équipe du village: l'ASC de Base, formé pour soutenir

les familles sur les pratiques familiales essentielles, les actions essentielles en nutrition, l'hygiène et l'assainissement, et l'ASC Coach, possédant plus d'expérience et identifié sur cette base par ses collègues pour appuyer une dizaine d'ASC de base dans l'aire de santé sous la supervision des agents de santé. Enfin, au sujet des interventions à base communautaire, la Côte d'Ivoire reconnaît aujourd'hui une motivation non financière caractérisée par la formation, la supervision et la dotation en équipement et matériel de travail, la reconnaissance honorifique, ainsi qu'une motivation financière propre aux ASC de base et aux ASC coach, payable chaque trimestre. Pour les organisations ayant recours aux ASC, ces orientations vont permettre de s'accorder sur une conduite commune en ce qui concerne le recrutement, l'utilisation et l'intéressement des ASC en Côte d'Ivoire. La prochaine étape pourrait être celle de l'élaboration du document de politique nationale de santé communautaire, en vue d'une couverture sanitaire universelle effective.

LE FINANCEMENT DE PROJETS

Les ONG locales et internationales représentent plus de 60% des porteurs de projets du Canal 2 : depuis sa création en 2011, l'Initiative 5% a fortement appuyé les acteurs communautaires, soit 48 projets (dont 13 portés par des ONG du « sud »), pour un montant global de 43,5 millions d'euros. 25 projets sont en cours actuellement.

L'Initiative 5% a lancé plusieurs appels à projets dont le but était de sélectionner des projets visant à renforcer les réponses nationales relatives aux populations clés². Ces appels avaient notamment pour objectifs d'encourager la participation des populations clés à la conception, la mise en œuvre, le suivi et la gouvernance des subventions du Fonds mondial. Cette meilleure participation des populations clés passe notamment par les réseaux communautaires, qui jouent un rôle incontournable dans le dépistage, la prévention et le suivi de groupes victimes de stigmatisation, tels que les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, les professionnelles du sexe, les adolescents et jeunes, ou encore les usagers de drogues. Ces populations, qui craignent de se rendre dans les structures sanitaires classiques, se tournent davantage vers les réseaux associatifs ou vers les acteurs de leur communauté et pair-éducateurs allant à leur rencontre. En 2014, l'Initiative 5% a lancé un appel spécifique « Populations clés », et a notamment sélectionné dans ce cadre 4 projets mis en œuvre par les ONG locales et internationales, relayées par des associations de terrain.



Intitulé du projet : Programme d'appui à la professionnalisation des organisations à base communautaire œuvrant dans la sensibilisation des populations vulnérables issues du monde du transport

Porteur de projet : MOTO ACTION

Partenaire(s) de mise en œuvre : IRD, ANRS, Moto Action Cameroun

Pays de mise en œuvre : Cameroun

Date de démarrage : 1^{er} mai 2015

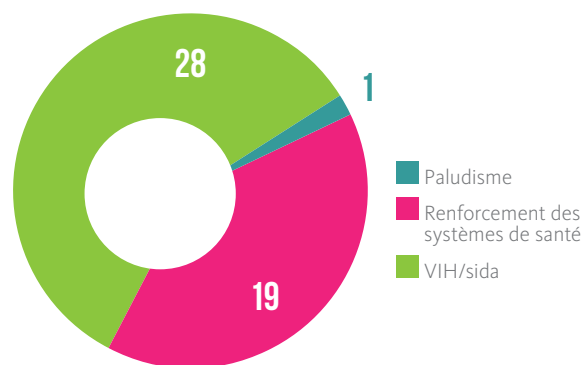
Durée : 36 mois

Budget : 836 846 €

Avec une prévalence estimée à 4,3 %, le Cameroun figure parmi les pays d'Afrique centrale les plus affectés par le VIH/sida. Agents de transport incontournables dans de nombreux pays africains, les conducteurs de mototaxi sont aujourd'hui considérés comme un groupe potentiellement passerelle dans la transmission du VIH entre les populations clés et la population générale. Toutefois, il s'agit de groupes difficiles à atteindre du fait de leur mobilité et de leur activité professionnelle, et la littérature épidémiologique et ethno-sociologique les concernant reste très limitée.

Afin de documenter la situation des conducteurs de mototaxi, MOTO ACTION a conduit l'étude « MOVIHCAM », utilisant une approche mixte combinant une étude qualitative exploratoire pour mieux comprendre l'organisation sociale des conducteurs

RÉPARTITION DES PROJETS PAR PANDÉMIES



2. Les populations clés désignent selon le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme « des groupes fortement touchés par l'impact épidémiologique d'une maladie, ayant également un accès moindre aux services et appartenant à des populations criminalisées ou marginalisées ».



Un enquêteur échange avec un conducteur de taxi moto dans le cadre de l'étude MOVIHCAM.

de taxis moto, une étude épidémiologique pour collecter des données quantitatives sur leurs comportements, et une seconde étude qualitative pour approfondir certaines questions de recherche. L'approche quantitative a consisté en une enquête transversale auprès de 1798 taxi men à Yaoundé, Douala, Kribi et Bertoua, quatre grandes villes du Cameroun.

Une cartographie a permis d'observer et d'identifier les caractéristiques spatiales des camps de stationnement et espaces de travail des conducteurs de taxi moto. La participation communautaire renforcée (recrutement des enquêteurs parmi les taximen, implication des conseillers psychosociaux) a grandement facilité l'obtention du consentement, le recrutement et le test de dépistage au VIH. Parallèlement, ce projet avait pour objectif de contribuer à la professionnalisation des Organisations à Base Communautaire (OBC) en charge de la prévention VIH/sida auprès de ce public cible, notamment en développant l'expertise des organisations communautaires en matière de sensibilisation des conducteurs de taxi moto au VIH/sida. Cette expertise a

été développée à travers des formations des OBC sur les outils de sensibilisation développés par Moto Action, notamment des quizz, des jeux de cartes ou des boîtes à images pour les camionneurs et conducteurs de motos-taxis. Les responsables d'OBC ont également été formés en mobilisation de ressources, afin de s'autonomiser en termes de financements.

Dans une logique de plaidoyer, des restitutions locales ont été conduites auprès des autorités et des partenaires locaux en décembre 2017 par les 6 OBC partenaires du Programme. Ces rencontres ont été l'occasion de nouer de nouveaux partenariats pour les OBC, contribuant ainsi à leur pérennité et ancrage dans le tissu institutionnel local ■



Les acteurs du projet de réduction des risques de Médecins du Monde mobilisés sur le village communautaire de la Conférence ICASA, Abidjan.



Intitulé du projet : Accès aux soins des usagers de drogues précaires à Abidjan : vers une politique nationale adaptée aux besoins

Porteur de projet : Médecins du Monde France

Partenaire(s) de mise en œuvre : Croix bleue, Espace Confiance, ASAPSU

Pays de mise en œuvre : Côte d'Ivoire

Date de démarrage : 8 janvier 2015

Durée : 30 mois

Budget : 840 000 €

En 2014, Médecins du Monde a mené une étude auprès de 450 usagers de drogues à Abidjan et a estimé la prévalence du VIH de cette population très vulnérable à 9,7%, alors que la prévalence dans la population en générale est de 3,8%. Ceci s'explique notamment du fait de relations sexuelles non protégées et de conditions de vie extrêmement précaires.


Face à ce constat alarmant, Médecins du Monde et ses partenaires de mise en œuvre mènent depuis janvier 2015 des actions de prévention, de réduction des risques et de prise en charge des usagers de drogues à Abidjan.

Dans une logique communautaire, et en s'appuyant sur des éducateurs-pairs et des travailleurs communautaires, Médecins du Monde œuvre à renforcer la capacité d'agir des bénéficiaires afin de développer des réponses adaptées et acceptables et de combattre la stigmatisation, l'exclusion et la criminalisation qui constituent des barrières à l'accès aux soins.

Le résultat le plus marquant de ce projet est la perspective de l'ouverture de centres de prises en charge, dont un centre communautaire, proposant des traitements de substitution aux opiacés avec le soutien et la mobilisation de différents acteurs (ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, ONG nationales, acteurs communautaire...). Il s'agira du premier centre de prise en charge communautaire des usagers de drogues en Afrique francophone. En effet, en février 2017, la ministre de la Santé et de l'Hygiène publique a annoncé publiquement l'introduction des traitements de substitution (TSO) dans le pays. Cette annonce

a permis d'accélérer les différentes démarches nécessaires à la création de centres de prise en charge des usagers de drogues et au processus nécessaire pour obtenir la mise en place de TSO. Médecins du Monde et le Programme national de lutte contre le tabagisme, l'alcoolisme, la toxicomanie et les autres addictions (PNLTA) ont intégré les estimations de besoin en méthadone dans la prochaine demande de financement du Fonds mondial (2018-2020) pour le VIH. Ce financement a été confirmé fin 2017 avec une contrepartie de la partie nationale (via le PNLTA). L'Institut National de Santé Publique a renommé fin 2017 son service de « santé mentale » en service de « santé mentale et d'addictologie ». Le financement du Fonds mondial sur le VIH va également permettre de réaliser des aménagements et des équipements au sein de L'INSP pour permettre le démarrage des activités concernant les TSO. Ainsi, c'est le paquet de réduction

des risques qui progressivement s'étoffe en vue de proposer d'ici trois ans une offre de prise en charge adaptée aux besoins spécifiques des usagers de drogues ■

 « Je me nomme D. Moussa, j'ai 37 ans je consomme l'héroïne et la cocaïne depuis l'âge de 25 ans. Je suis entré dans la drogue par la fréquentation des camarades déjà consommateurs dans un ghetto. Depuis que je suis UD, j'ai fait 3 ans de prison. J'ai été victime d'un accident de la voie publique en Novembre 2017 qui m'a plongé dans une situation d'inconscience avec un traumatisme crânien. Admis au service de Neurologie du CHU de Yopougon, Médecins du Monde a assuré la prise en charge totale des soins. Grâce à Médecins du Monde, aujourd'hui je me porte très bien. Je souhaite aujourd'hui obtenir une formation avec le soutien de Médecins du Monde afin de pouvoir exercer un métier. »



Intitulé du projet : « Profigender » : développer des capacités d'intervention et de réduction des risques sexospécifiques en Ukraine

Porteur de projet : International Charitable Foundation "Alliance for Public Health"

Partenaire(s) de mise en œuvre : All-Ukrainian Charitable Organization "All-Ukrainian Public Health Association"; Association of Substitution Treatment Advocates of Ukraine; Institute of Social Work and Management of the National Pedagogical Dragomanov University; Ukrainian Center for Socially Dangerous Disease Control of the Ministry of Health of Ukraine

Pays de mise en œuvre : Ukraine

Date de démarrage : 15 mars 2015

Durée : 36 mois

Budget : 997 548 €

L'Ukraine connaît l'une des épidémies de VIH les plus graves des pays d'Europe du Centre et de l'Est qui affecte principalement les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH), les travailleurs du sexe et les Usagers de Drogues Injectables (UDI). Les UDI constituent la population clé la plus affectée par la maladie avec un taux de prévalence de 19,7% soit une population estimée UDI séropositive de 62 000 personnes. Selon une étude bio-comportementale réalisée en 2013, la prévalence est plus importante chez les femmes UDI (22,5%).

L'objectif de ce projet est de garantir un accès équitable et de qualité aux femmes et aux hommes UDI ainsi qu'à leurs partenaires sexuels à des soins et activités de prévention prenant en compte la question du genre. Alliance Ukraine adopte donc une approche structurelle innovante de l'intégration de la question du genre dans les stratégies de réduction des risques chez les UDI. Le projet ne se limite pas à tester les nouvelles stratégies de prévention et d'accompagnement des femmes UDI, mais il va plus loin en :

■ formant un nombre important de professionnels du secteur médico-social à la prise en compte du genre dans leurs interventions, notamment grâce au développement d'une plate-forme d'e-learning. Entre janvier 2016 et décembre 2017, 424 professionnels du




Des femmes bénéficiaires du projet prennent la pause après une séance de travail sur l'estime de soi.

secteur médico-social ont bénéficié de formation in situ à la prise en compte du genre dans leurs interventions auprès des UDI, avec un taux de réussite moyen de 88%.

■ rendant les femmes UDI actrices des activités de prévention (participation au recrutement, au monitoring des nouvelles personnes recrutées). Entre janvier 2016 et décembre 2017, 3774 femmes et 517 hommes partenaires sexuels de femmes UDI ont bénéficié des projets pilotes.

■ permettant une appropriation du programme de formation par les autorités locales et des innovations du projet par les autres acteurs clés de la lutte contre le VIH. Entre janvier et décembre 2016, au moins 169 professionnels du secteur médico-social ont participé à des ateliers d'échange d'expérience. Ces ateliers permettent de diffuser les bonnes pratiques issues du projet aux autres organisations à base communautaires et ONG du pays. Ce projet a aussi permis de renforcer les compétences du personnel de soins et des travailleurs sociaux.

Au cours du dernier semestre 2017, Alliance Ukraine a publié en partenariat avec le Ministère de la Santé, le Ministère de la politique sociale et l'Association of family medicine un Manuel méthodologique de recommandations: « *Optimization of intersectoral cooperation between general practitioners and social workers in the delivery of social and medical services to the populations most at risk of HIV, tuberculosis, hepatitis as well as people living with HIV* » ■

 Je tiens à exprimer ma sincère gratitude à Alliance Ukraine pour l'organisation et la conduite d'un stage à Kirovohrad au sein de l'ONG Return to Life, en octobre 2016. Le stage était instructif, complet, basé sur des expériences concrètes, intéressant et très utile dans notre travail. D'un point de vue professionnel, j'ai été particulièrement impressionné par la nouvelle méthodologie du projet pilote - le jeu NewMe. C'est une technique unique car ses éléments peuvent être utilisés lorsque l'on travaille avec des membres de groupes vulnérables ou tout autre personne ayant besoin d'un soutien psychologique. » (Psychologue de la Clinique de Santé Mentale de la région de Tcherkassy) »



Atelier d'échange entre travailleurs sociaux sur les stratégies de prise en charge des femmes usagères de drogue en Ukraine.



« SAVING THE FUTURE » : DES STRATÉGIES INNOVANTES POUR LUTTER CONTRE LE VIH CHEZ LES JEUNES CONSOMMATEURS DE DROGUES AU VIETNAM

Le projet de l'ONG vietnamienne Centre for Supporting Community Development Initiatives Vietnam (SCDI) a été sélectionné dans le cadre d'un appel à projets ciblant les adolescents et les jeunes filles, pour un montant de 860 000 € sur 3 ans. Démarré en juin 2016, il vise à mettre en place un programme de réduction des risques liés à l'usage de drogue chez les jeunes de moins de 20 ans dans 8 provinces du Vietnam. Une évaluation initiale a été réalisée durant trois mois en 2016-2017 à Ha Noi,

Hai Phong et Ho Chi Minh-ville. 584 jeunes consommateurs de drogues âgés de 16 à 24 ans ont été interrogés. Les participants ont été recrutés par des organisations communautaires de populations clés en utilisant la méthode d'échantillonnage fondé sur le répondant, et incluent des HSH, des travailleurs du sexe et quelques personnes transgenres. Ils ont répondu à un questionnaire et ont été dépistés pour le VIH et l'hépatite C. L'enquête a mis en évidence une prévalence VIH de 6,3% et de 9,4% pour le VHC. En 2017,

38 travailleurs d'organisations à base communautaires ont été formés sur la réduction des risques liés à l'usage de méthamphétamine et à la consommation de drogues chez les adolescents. Ils sont désormais capables de créer le contact et d'inviter les jeunes à participer aux projets. Avec l'appui technique et financier de SCDI, 17 Organisations à Base Communautaire (OBC) ont commencé à mettre en place des interventions pour les jeunes consommateurs de drogues à Hanoi, Hai Phong, Ho Chi Minh Ville et Nghe An. Ces actions incluent des activités de sensibilisation, des sessions de communication hebdomadaires au bureau des OBC et dans la communauté pour attirer et fournir des informations sur les adolescents usagers de drogues, des événements communautaires et des événements de team building pour augmenter l'attachement des membres et des bénéficiaires des OBC. Les services de dépistage et de traitement, ainsi que d'autres services de santé (IST, méthadone, dépistage de la tuberculose, identification sur papier d'identité), ont offert un soutien financier à certains patients qui avaient besoin d'être pris en charge en urgence.



Entretien d'un jeune consommateur de drogue dans le cadre du projet «Saving the Future».

LES ACTEURS COMMUNAUTAIRES, FIGURES INCONTOURNABLES DU PLAIDOYER : LE RÔLE DES OBSERVATOIRES D'ACCÈS AUX SOINS

En Afrique de l'Ouest et du Centre, des associations de lutte contre le sida préoccupées par la qualité de la prise en charge et la lutte contre les discriminations ont développé une dynamique citoyenne de veille active et de remontée de l'information sur l'accès aux soins et aux droits en créant des observatoires.

Grâce à une approche participative, ces dispositifs indépendants et communautaires font entendre la voix des malades pour contribuer à l'amélioration de la prise en charge. En effet, de nombreux dysfonctionnements entraînent des difficultés dans l'accès aux soins et une qualité de services inégale, dans un contexte de stigmatisation engendrant parfois des violations de droits.

Les observatoires poursuivent les objectifs suivants :

- Disposer d'une information alternative et fiable sur la situation de la prise en charge dans le pays, pour identifier les principales

entraves dans l'accès aux soins et aux traitements, ou dans l'accès aux droits ;

- Interpeller les pouvoirs publics sur les dysfonctionnements, être force de proposition sur les solutions à y apporter pour améliorer les conditions d'accès aux soins ou réduire les discriminations et ainsi mener un plaidoyer efficace ;

- Promouvoir l'autonomisation et l'empowerment des personnes touchées afin de les rendre actrices de leur prise en charge et leur permettre de réagir face aux violations de leurs droits.



Des activistes de Positive-Generation manifeste en faveur de la couverture santé universelle.



Intitulé du projet : Gouvernance sanitaire par la mise en place d'un dispositif communautaire indépendant du suivi de l'accès aux soins

Porteur de projet : Positive-Generation (PG/Cameroun)

Partenaire(s) de mise en œuvre : Association Nationale des Jeunes Femmes Actives pour la Solidarité (ANJFAS/République Centrafricaine)

Pays de mise en œuvre : Cameroun, République Centrafricaine, République démocratique du Congo

Date de démarrage : 1^{er} avril 2014

Durée : 36 mois

Budget : 776 892 €

Depuis 2013, l'Initiative 5% soutient entre autres trois observatoires en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, pour un montant financier de 4,4 millions d'euros.

Dans les deux pays, les effets de l'observatoire d'accès aux soins sont positifs et se traduisent par un renforcement des systèmes de santé : moins de ruptures de médicaments (le Cameroun n'enregistre presque plus de ruptures d'ARV), moins de tarifications illégales d'actes gratuits, moins de surfacturations injustifiées et d'actes abusifs... Grâce à l'observatoire et aux causeries éducatives, les usagers connaissent mieux leurs droits et sont en mesure de les faire valoir.

L'observatoire Treatment Acces Watch (TAW) est aujourd'hui fonctionnel dans 80 établissements de santé répartis sur tout le territoire camerounais (malgré quelques difficultés au nord en raison du contexte sécuritaire) et est opérationnel dans 14 formations de santé de Bangui. Au Cameroun, le TAW couvre 65% des

structures de prise en charge VIH/sida et 79% de la file active. Il est l'outil recommandé par le plan de suivi/évaluation du Plan Stratégique National Sida pour documenter les ruptures d'ARV et d'intrants. La mise en place de l'observatoire TAW valorise la société civile : elle a permis de positionner Positive-Generation au Cameroun et ANJFAS en République centrafricaine comme des acteurs incontournables dans la lutte pour un meilleur accès aux soins, en particulier pour les partenaires internationaux et les partenaires techniques et financiers.

Face à ces résultats encourageants, l'Initiative 5% a renouvelé sa confiance à Positive-Generation en finançant la deuxième phase du projet, qui devrait couvrir le Cameroun, la RCA et le Tchad. Ce projet est actuellement en cours de négociations et débutera en 2018 ■



Intitulé du projet : **Observatoires communautaires sur l'accès aux services de santé (OCASS) dans trois pays d'Afrique de l'Ouest**

Porteur de projet : Réseau Accès aux Médicaments Essentiels (RAME)

Partenaire(s) de mise en œuvre : Réseau Nigérien des Personnes vivant avec le VIH (RENIP+), Réseau Guinéen des Associations de personnes vivant avec le VIH (REGAP+)

Pays de mise en œuvre : Burkina Faso, Guinée et Niger

Date de démarrage : 1^{er} avril 2014

Durée : 36 mois

Budget : 841 820,63 €

L'observatoire communautaire sur l'accès aux services de santé (OCASS) est un dispositif indépendant de la société civile qui a pour objectif la collecte des données sur la disponibilité des services de santé au profit des malades de tuberculose, de VIH et de paludisme au Burkina Faso, au Niger et en Guinée. Ce dispositif est porté par le Réseau Accès aux Médicaments Essentiels (RAME), et ses partenaires le RENIP+ au Niger et le REGAP+ en Guinée. La mise en œuvre des activités a démarré progressivement dans les trois pays à partir d'avril 2014, pour s'achever en septembre 2017.

L'évaluation finale du projet a relevé qu'au Burkina Faso et au Niger, la remontée des informations et le plaidoyer porté grâce à l'OCASS ont permis de réduire de nombreux dysfonctionnements, en particulier localement au niveau des centres de santé et des districts, et, dans certains cas, au niveau central : les ruptures de médicaments, en particulier les ARV, et les ruptures d'intrants, sont aujourd'hui moins nombreuses. La qualité de l'accueil s'est améliorée et la stigmatisation est moins forte. Ces exemples révèlent un changement de comportement progressif des prestataires de soins.

Le projet a démontré que la veille citoyenne est susceptible de faire bouger les autorités. Lorsque l'observatoire alerte, les autorités convoquent une conférence de presse et cherchent à offrir des solutions. Il existe une réelle volonté politique d'intégrer le dispositif « observatoire communautaire » à l'échelle globale du pays dans le système de santé. Ainsi, au Burkina Faso,



« Le Treatment Access Watch est devenu au fil des années un outil d'aide à la décision. Cet observatoire tire sa crédibilité de sa capacité à collecter et remonter les données factuelles qui entravent l'accès aux soins des patients VIH d'une part, et d'autre part à mener des actions de plaidoyer en vue de résorber les dysfonctionnements observés. C'est sans doute son approche variée dans la collecte de données (recours aux patients, aux soignants, aux journalistes et aux universitaires...) qui fait sa force.» Abdoulaye Sali Coordonnateur de l'Association AFSU EN MAR, Maroua, Cameroun



La collecte des données et leur fiabilité est une des actions phares des projets d'observatoires communautaires d'accès aux soins.

le dispositif OCASS (collecte, émissions radios, ligne verte...) a été intégré dans la nouvelle subvention du Fonds mondial. Au Niger, des acteurs comme l'ONUSIDA envisagent en 2018 la mise en place d'un plaidoyer d'appui à l'appropriation du dispositif par les principales autorités concernées. En Guinée, les organisations de la société civile (OSC), par ailleurs membres du comité de pilotage de l'OCASS, se sont positionnées dans la note conceptuelle pour l'intégration du dispositif observatoire. Les observatoires communautaires, étant donné leur utilité et leur efficacité reconnues dans la lutte pour l'accès des communautés à des services de qualité, auraient toute légitimité à être intégrés dans les subventions de RSS (Renforcement des Systèmes de Santé) du Fonds mondial, en attendant que soit trouvé un modèle de financement pérenne.

Au regard de ces succès, l'Initiative 5% a décidé de renouveler son soutien au RAME, à travers le financement d'un nouveau projet qui ambitionne de renforcer les observatoires communautaires au Niger et au Burkina Faso tout en élargissant la couverture de la veille communautaire à l'ensemble des territoires des deux pays par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. Ce nouveau projet vise également à mettre en place un système de certification communautaire dans 15 centres de prise en charge du VIH/sida dans chaque pays ■



Une paire-éducatrice rend visite à une usagère de drogue dans le cadre du projet de réduction des risques de Médecins du Monde, Abidjan.



Intitulé du projet : Renforcement et promotion du rôle de la société civile dans la coordination des programmes de lutte contre le VIH/sida financés par le Fonds mondial dans le Nord-Kivu, RDC

Porteur de projet : Médecins du Monde France

Partenaire(s) de mise en œuvre : UCOP+, FOSI

Pays de mise en œuvre : République démocratique du Congo

Date de démarrage : Novembre 2013

Durée : 26 mois

Budget : 505 037 €

Au Nord-Kivu, en République démocratique du Congo, les acteurs de la société civile actifs dans la lutte contre le VIH et Médecins du Monde France ont développé entre 2013 et 2015 un projet visant le renforcement et la promotion du rôle de la société civile dans le pilotage des programmes de lutte contre le VIH. Les axes du projet sont le monitoring de l'offre et de l'accès aux services VIH, la production d'analyses sur la situation du VIH et la diffusion d'informations ainsi que la consolidation du positionnement de la société civile.

Ce programme a eu des effets directs et indirects intéressants :
 ■ Présentation de données complémentaires aux informations qui sont diffusées soit contractuellement par les sous-bénéfi-

ciaires, soit via le SNIS, qui documentent et mettent en lumière les difficultés quotidiennes de l'accès aux soins pour les PVVIH ;
 ■ Renforcement du positionnement de la société civile dans le pilotage des programmes de lutte au Nord-Kivu, par l'acquisition de données nécessaires à son plaidoyer ;
 ■ Renforcement du lien entre les PVVIH et les zones de santé : certains médecins chef de zones utilisent aujourd'hui ces rapports comme un élément de pilotage important et les comités de gestion sont organisés un peu plus fréquemment ;
 ■ Développement de pratiques ad hoc pour éviter les ruptures dans l'accès aux services, réduction du prix d'accès ;
 ■ Renforcement du pouvoir d'agir des PVVIH qui ont confirmé récemment l'importance du projet dans leur militantisme (grâce aux activités de rétro information, leur rôle prend tout son sens).

Ce projet a contribué au développement de bonnes pratiques de gouvernance dans le système de santé et a permis de réduire les risques de gestion encourus. Lorsque le projet est arrivé à son terme en décembre 2015, le Fonds mondial a repris le financement de l'observatoire dans le Nord-Kivu, pour un montant de 400 000 dollars US. Compte-tenu du succès et de l'importance de cette activité, le Fonds mondial a décidé de répliquer cet observatoire : suite à une requête du CCM, son financement à Kinshasa et dans le Kasai Oriental a été intégré dans la subvention VIH. Ce projet a été reproduit par Médecins du Monde à Madagascar, où il est mis en œuvre en partenariat avec AINGA/AIDES, MADAIDS, AFSA et Solidarité des MSM depuis mai 2017 ■

CAPITALISATION DES SAVOIRS COMMUNAUTAIRES

Partant du constat que l'amélioration des systèmes de santé ne peut enfin être effective sans le renforcement des systèmes communautaires, l'Initiative 5% a décidé de lancer en 2016 une thématique triennale d'appel à projets autour du renforcement des systèmes de santé communautaire et national.

Dans cette dynamique, un projet a été proposé par le consortium Alliance Côte d'Ivoire/PACCI afin d'améliorer la qualité des services communautaires de lutte contre le VIH/sida et la tuberculose en Côte d'Ivoire à travers la documentation et la communication scientifiques, la formation à la méthodologie et le recueil d'indicateurs.

Amélioration de la qualité des services communautaires de lutte contre le VIH/sida et la tuberculose en Côte d'Ivoire grâce à la documentation scientifique

L'objectif des 90-90-90 de l'ONUSIDA pour l'élimination du VIH, et de l'OMS pour mettre fin à la tuberculose engage les acteurs communautaires à des actions innovantes, basées sur des données fiables et mieux ciblées. Bien que fortement impliquée, la contribution des acteurs communautaires, essentiellement centrée sur les domaines de la prévention et du continuum de soins, reste insuffisamment documentée ou valorisée. Ceci constitue un frein à la vulgarisation et au passage à échelle de bonnes pratiques communautaires en vue d'améliorer l'offre de service.

Dans ce contexte, le consortium Alliance Côte d'Ivoire et PAC-CI propose de renforcer les capacités des ONG en documentation et communication scientifique, d'appuyer la diffusion nationale et internationale des résultats communautaires dans la lutte contre les pandémies, et de réaliser un plaidoyer pour le prise en compte des résultats pilotes et des bonnes pratiques dans les stratégies, politiques et planifications nationales, en Côte d'Ivoire et dans la sous-région.

Cette valorisation des activités communautaires a déjà commencé, notamment à travers la diffusion de résultats sous formes de communication orales et de posters lors de conférences internationales. Suite à la formation de 60 acteurs communautaires membres d'organisations ivoiriennes de lutte contre le VIH et la tuberculose, 25 résumés ont été soumis au comité scientifique de la conférence panafricaine VIH (ICASA) dont l'édition 2017 se déroulait à Abidjan. Finalement, 11 résumés ont été retenus, dont une communication orale et 10 présentations de posters. En France, cinq résumés seront présentés sous la forme de posters par la conférence francophone AFRAVIH, qui se déroulera du 4 au 7 avril 2018 à Bordeaux. L'objectif du programme est aussi de diffuser les bonnes pratiques des acteurs ivoiriens au-delà des réseaux francophones : trois abstracts ont ainsi été soumis à la Conférence régionale de l'Union sur la tuberculose qui s'est déroulée du 10 au 14 juillet 2017 à Accra.



Expertise France est l'agence publique de la coopération technique internationale française. L'agence intervient autour de quatre axes prioritaires : gouvernance démocratique, économique et financière ; sécurité, stabilité et paix ; développement durable ; renforcement des systèmes de santé et développement humain. Dans ces domaines, Expertise France assure l'ingénierie et la mise en œuvre de projets de renforcement des capacités, mobilise de l'expertise technique et joue un rôle d'ensemblier faisant intervenir de l'expertise publique et des savoir-faire privés.

Avec un volume d'activité de 115 millions d'euros, plus de 400 projets en portefeuille dans 80 pays et 63 000 jours d'expertise délivrés par an, Expertise France inscrit son action dans le cadre de la politique de solidarité, d'influence et de diplomatie économique de la France.



L'Initiative 5%, contribution indirecte de la France au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme appuie les pays partenaires dans la conception, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des programmes financés par le Fonds mondial, à travers des missions d'appui technique ponctuelles à la demande des pays, et le financement de projets long terme de deux à trois ans.

Plus d'informations :

www.initiativespour100.fr

